



SNUDI-FO 11

10 boulevard commandant Roumens 11 000 Carcassonne
06 83 84 93 59 snudi-fo11@orange.fr
<http://11.fo-snudi.fr/>

Carcassonne, le 5 juillet 2017

Monsieur le Maire,

Nous voulons tout d'abord vous remercier d'avoir reçu notre délégation le mercredi 28 juin par l'intermédiaire de MM César et Alvarez. Si nous avons décidé de nous adresser à vous par cette lettre, c'est que la discussion que nous avons eue avec vos deux adjoints s'est déroulée dans des conditions qui nous font craindre que notre message passe mal.

M César, qui semblait mener la réunion pour la mairie, a commencé, sans même que nous ayons pu nous présenter, sans même que nous lui ayons exposé nos arguments, un long discours où il donnait une réponse à une question que nous n'avions ni posée, ni développée. Ensuite, il a consenti, selon sa propre expression, à nous laisser parler. Mais ses interruptions permanentes, ses réponses parfois contradictoires, son agressivité parfois mal maîtrisée ont considérablement nui à la clarté de la discussion et ont entraîné une certaine tension qui n'avait pas lieu d'être. Il y avait là une trentaine de personnes, instituteurs, ATSEM, représentants syndicaux FO des deux professions, pour le moins interloqués par le cours pris par la réunion.

Voici ce que nous avons essayé de développer :

Notre demande était le retour à la semaine de 4 jours pour les écoles de la commune de Narbonne le plus rapidement possible, c'est-à-dire à la rentrée de septembre. Le décret étant passé au BO le mercredi 28, c'est possible en faisant délibérer les conseils d'école. Cela répond à notre sens à l'intérêt des enfants, des enseignants et des ATSEM.

Les enfants sont de l'avis général de tous les professionnels, plus fatigués, particulièrement le jeudi. Ils ont, de fait, des journées aussi longues à l'école et une demi-journée de plus, le mercredi, où auparavant, ils pouvaient « souffler ». Les enfants de maternelle doivent être réveillés au milieu de leur sieste pour préparer la fin de la classe à 15h30. Les performances scolaires, sur 3 ans, c'est-à-dire la période des 4 jours et demi, sont en baisse.

Les enseignants sont majoritairement contre, comme en témoigne l'enquête réalisée à l'initiative d'un directeur et qui a même eu des échos dans la presse locale.

L'enquête du SNUDI-FO, à laquelle plus de 300 collègues ont répondu, dans tout le département est assez claire de ce point de vue-là :

72,9% estiment que l'impact sur leur rythme de travail est négatif

76,4% estiment que leurs conditions de travail se sont dégradées

64,3% estiment que l'impact sur l'organisation de la journée est négatif

68,6% pensent que cette organisation des 4 jours et demi a un impact négatif sur leur santé

82,1% trouvent ces horaires de travail moins bons

Il y a donc une dégradation très nette pour nos collègues. De nombreux collègues et des ATSEM ont par ailleurs souligné, au cours de la discussion, qu'ils pensaient en premier aux enfants et que c'était eux les premières victimes.

Un aspect souvent peu évoqué, mais pourtant très important dans une société qui se délite, c'est le coup porté à l'École, pilier de la République, par cette organisation du travail à 4 jours et demi. Une école doit être un sanctuaire, organisé pour les apprentissages, avec un décor, des règles et un cadre pensé dans ce

but. Ce cadre clair, ces règles précises offrent une grande sécurité affective aux enfants. Avec les 4 jours et demi, l'école est devenu un lieu multi usages, avec une nombreuse présence d'adultes en turn-over permanent, et des règles différentes suivant les moments de la journée et le personnel encadrant. On voudrait déstabiliser nos enfants, dans une société où les valeurs sont en décomposition, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Le cadre devient confus, le respect disparaît, les relations se tendent et se détériorent.

Sur le fond, il nous a été répondu par M César que c'était l'intérêt des enfants qui primait. Ce qui nous paraît fort juste. Mais qui va exprimer le mieux cet intérêt, sinon les professionnels, enseignants et ATSEM, en contact avec les élèves ? C'était tout le sens de notre délégation, et de nombreuses interventions se plaçaient sur ce terrain-là.

M César nous a déclaré qu'un audit serait réalisé par une société privée. Un enseignant a relevé que tout cela coûtait fort cher et qu'en général, ce genre d'audit est commandé pour avoir une réponse conforme à son choix premier. En outre, cela prend du temps, et, pour nous, il y a une véritable urgence. Nous avons proposé que les conseils d'école, qui sont formés de représentants des parents, des enseignants et de représentants de la mairie, délibèrent dans l'urgence et que la décision soit prise dans la foulée. Carcassonne l'a fait. Cela nous a été refusé. Nous avons alors suggéré de faire signer une pétition qui exprimerait la volonté de la majorité des professionnels concernés. M César a eu l'air de croire que c'était une menace personnelle et s'est énervé sans aucune raison. Il en est resté à des « concertations avec tous les acteurs ». Mais il ne s'agit pas de se concerter, c'est-à-dire de « s'accorder pour mettre en place un projet commun » selon la définition du dictionnaire, mais bien de CONSULTER les acteurs sur un choix. Et de ce point de vue, le passage par les conseils d'école nous paraissait pertinent.

Ensuite, il nous a été opposé l'obstacle social, c'est-à-dire les intervenants et les associations concernés. Il est rare qu'une délégation syndicale exige des licenciements. Et ce n'était pas le cas de la nôtre. Sur les associations, un élu d'un comité départemental sportif, présent dans la salle, nous a confié que nombre d'entre elles avaient perdu des licenciés (notamment le tennis). Ce qui tendrait à démontrer qu'elles seraient confortées par la libération du mercredi. Puis M César nous a dit que la mairie avait trouvé des solutions pour 100 intervenants sur 180. Ça nous a semblé en contradiction avec ce qu'il nous avait dit auparavant : comment la mairie peut-elle chercher des solutions pour les intervenants AVANT d'avoir opté pour les 4 jours ? Toutefois, nous avons pris cela pour un bon signe.

Sur ce point, nous avons alors suggéré, dans le cadre du retour à 4 jours, de modifier le service des intervenants en le déplaçant sur les fins d'après-midi. Cela permettrait le retour à 4 jours sans plan social, en laissant le temps à la mairie de régler peu à peu les problèmes. Nous n'avons pas eu de réponse claire à cette suggestion.

M le Maire,

Ce que nous avons entendu au cours de cette délégation ne nous paraît ni très clair, ni très convaincant. Et, pendant que nous discutons, tout continue et les conséquences sont toujours là : enfants énervés, fatigués, adultes énervés, fatigués, résultats en baisse, le cadre de l'Ecole qui devient de plus en plus flou pour tous les acteurs. Il est donc pour nous urgent de revenir, dès la rentrée de septembre, à 4 jours. Cela correspond à l'avis de l'immense majorité des personnels mairie et Education Nationale, c'est techniquement possible et c'est humainement souhaitable. Une quinzaine de communes ont déjà choisi de revenir à 4 jours. Nul doute qu'elles seront plus nombreuses à la rentrée.

En espérant vous avoir convaincu, Monsieur le Maire, nous vous prions d'agréer nos meilleures salutations.

Pour le bureau du SNUDI-FO,

Jacques Vieules